

Seconde Intifada et terrorisme

Isabelle GARCIN-MARROU et Jean-François TETU

Professeurs à l'I.E.P. de l'Université Lyon II

In *Annuaire français de relations internationales*, Bruylant, Bruxelles,
pp. 849-863, 2003

Texte intégral

I. Introduction

19 septembre 2002. Après environ un mois et demie d'accalmie (et la réoccupation quasi générale de la Cisjordanie par Tsahal), une attaque-suicide fait 5 morts à Tel Aviv. Le lendemain, soit environ deux ans après le début de la seconde Intifada, l'armée israélienne assiège de nouveau le QG de Yasser Arafat à Ramallah, aux trois quarts détruit, et le gouvernement d'Israël, comme au printemps précédent, tente de le pousser à l'exil. Moins de 15 jours plus tôt, à peu près un an après les attentats du 11 septembre 2001, son pouvoir était fortement fragilisé : *“ la démission du gouvernement palestinien constitue un grave revers pour Arafat ”* (M, 13-09) . Alors même que l'attitude personnelle de Y.Arafat après le 11 septembre avait été largement approuvée, alors même que les attaques répétées contre son QG à Ramallah, loin d'affaiblir son image, avaient fait circuler dans le monde entier les photographies du vieux chef, privé d'électricité et éclairé à la bougie, comme celle d'un “ martyr ”, et que la volonté d'A.Sharon de le “ déporter ” n'avait guère d'écho qu'à Washington, où G.W.Bush réclamait son départ, l'été 2002 a vu son rôle dans l'Autorité palestinienne mis en cause par le Conseil législatif palestinien : *“ le désaveu essuyé par le chef de l'Autorité palestinienne porte moins sur sa personne que sur ses choix, au plutôt ses non-choix déjà mis en cause par un ancien ministre, Nabil Amr, dans une tribune très critique publiée par le journal Hayat Al-Jedida qui est pourtant le plus officiel des organes de presse palestiniens (...) ; Il témoigne également de la profondeur des débats qui agitent la société palestinienne deux ans après le début d'une Intifada qui s'est accompagnée de la pire répression jamais connue dans les territoires occupés ”* (idem).

Cette situation nouvelle incite à mettre d'emblée l'accent sur l'extrême complexité de ce conflit, complexité qui est le principal point commun de sa couverture dont cet article examine ce qui semble rétrospectivement en avoir constitué quelques moments clés : ses débuts, et la construction de catégories interprétatives, faites d'images et de rôles qui se mettent rapidement en place dès octobre 2000 ; l'onde de choc du 11 septembre, et la transformation de l'opinion dans l'amalgame “ Islam et

terrorisme ” qui sert plus tard d’appui à Sharon pour lancer l’opération “ Mur de protection ” après la recrudescence des attentats en Israël.

Mais il est impossible de ne pas souligner d’abord la “ neutralité impossible ” des médias français dans ce débat (cf. le compte rendu de la conférence tenue à Radio France le 25 avril 2002, sur le thème *pour mieux comprendre le conflit israélo-palestinien*, in *Médias*, n°2, juin-juillet 2002). En effet, les médias français ont été régulièrement accusés d’être pro-palestiniens, ce qui impose une réflexion préalable. Jusqu’au conflit de 1967, et à l’occupation des “ territoires ”, l’opinion française, et les médias, ont toujours été fortement pro-israéliens, du seul fait que l’histoire de l’Israël moderne apparaissait comme la naissance d’une nation (d’où, par exemple, le nombre impressionnant de français allant visiter ce pays en pleine construction, ou encore les manifestations parisiennes pour défendre la construction d’Israël contre ses ennemis). “ *Israël était en danger et l’opinion se range toujours du côté du plus faible* ” (Josette Allia, *Nouvel Observateur*). Tout change en 1967, où Israël, menacé depuis ses origines, devient soudain l’“occupant” de territoires qui ne lui appartiennent pas. Le propos du général de Gaulle sur ce “*peuple sûr de lui et dominateur*” a renforcé le renversement de l’image de la victime devenue bourreau. Mais cela ne suffit pas à expliquer cette sorte de passion, ni la constance ou l’ampleur de la couverture médiatique : il y a ordinairement environ 300 journalistes étrangers présents à Jérusalem, ce qui est déjà énorme ; il y en avait 900 pendant l’opération d’avril dernier. Pourquoi cela ? La première raison est qu’ “ *Israël est une démocratie et, en dépit des interdictions récentes de couvrir les zones militaires, ce pays a toujours permis la libre circulation des informations* ” (Frédéric Encel, professeur de relations internationales à l’ENA, *Radio France*, 25-04-2002). La seconde est que “ *Jérusalem, Bethléem, la Terre sainte correspondent, même pour une France déchristianisée, au berceau de la civilisation* ” (idem). La troisième est que la France, après les USA, comporte la plus grande communauté juive dans le monde et une des plus importantes communautés arabo-musulmanes. Cela suffit à rendre la couverture du conflit à la fois impérative et très difficile : il faut “ *multiplier par un coefficient dix la vigilance normale que l’on doit avoir dans le traitement d’une guerre* ” (Edwy Pleyne, *Le Monde*, idem) ; et il n’est pas facile de ne pas se sentir impliqué : “ *quand je passe une heure pour un reportage dans un bus de la ligne 6, la plus touchée par les attentats, je suis pro-israélienne, et quand je reviens des camps de réfugiés palestiniens occupés par les chars, je suis pro-palestinienne* ” (Dorothee

Ollieric, France 2, idem). L'examen de la couverture médiatique du conflit ne peut pas éviter cet excès de passion qui pousse sans cesse à " équilibrer " les reportages et commentaires sans pouvoir éviter les accusations incessantes comme en témoignait Mireille Dutheil (*Le Point*) pour qui les lecteurs " *ne comprennent pas qu'attaquer la politique de Sharon, ce n'est pas attaquer Israël ou être antisémite. C'est une assimilation invraisemblable. C'est le seul conflit où on ne peut rien dire sur la politique d'un homme politique* ". Il reste, comme on le verra, une sorte de prime au faible contre le fort : " *l'image se retournera toujours contre le char qui tire sur des gens armés de kalachnikovs* " (Bertrand Vannier, directeur de la rédaction de *France Inter*).

La complexité de la situation incite donc les médias à tenter une réduction du conflit à des questions apparemment simples : celle de la responsabilité/culpabilité des protagonistes, elle-même fortement réduite à celle des victimes, et, de ce fait, à celle de la légitimité ou de l'illégitimité des attentats et des réactions violentes de l'armée, focalisant l'attention sur les épisodes les plus visiblement violents du conflit.

II. Les retombées du 11 septembre

Les attentats du 11 septembre ont provoqué une telle onde de choc que cet événement occupe toutes les livraisons du 12 septembre. Il faut donc attendre le 13 septembre pour que, sous l'appellation générique " les réactions dans le monde ", on envisage l'effet des attentats sur le conflit palestinien. Mais il faut en fait attendre l'anniversaire de la seconde Intifada, soit autour du 28, pour que les journaux, faisant le bilan de l'année écoulée, tirent les premières leçons du 11-09.

Le surlendemain du 11, en effet, les médias focalisent l'attention sur trois phénomènes : le contraste entre la réprobation des attentats de la part de Y.Arafat et les « manifestations de liesse » de la part de la population palestinienne ; le contraste entre l'affaiblissement inévitable de la position palestinienne et le renforcement d'Israël ; le risque d'un amalgame : arabe = islam = terrorisme.

" *Yasser Arafat est sous le choc, Naplouse exulte* " (M, 13). Très vite en effet, une image (reprise par *Le Monde*) a fait le tour du globe, montrant de jeunes palestiniens en liesse après les attentats, qui donne lieu à des commentaires bien différents. Si *l'Humanité* minimise cette manifestation (" *toujours le même groupe de gamins* "), *Le Monde*, par exemple, qui précise que l'Autorité palestinienne a interdit ces manifestations, laisse entendre que les palestiniens sont globalement satisfaits de l'atteinte faite au premier allié de leur ennemi, et que l'attitude de leurs dirigeants est, sinon feinte, du moins en forte contradiction avec celle de la population. Même si l'ouverture (" *des centaines de personnes* ") est ensuite minimisée (" *une poignée de manifestants* "), et davantage encore les jours suivants, la réaction palestinienne est donnée comme générale (" *la passion semblait souvent l'emporter sur la raison, la haine sur la compassion parmi les Palestiniens interrogés au hasard (...) Washington est (...) responsable de la souffrance du peuple palestinien* ").

" Les Palestiniens victimes des retombées " ; ce titre de *l'Humanité* donne un autre ton, et d'abord parce que la répression semble s'être aussitôt intensifiée : " onze palestiniens ont été tués dans la seule matinée d'hier, dont neuf dans la région de Jénine ", " comme si le carnage provoqué par le terrorisme aux Etats Unis lui

(l'armée) donnait de nouvelles raisons de tuer des Palestiniens ". En Israël, les drapeaux en berne, la minute de silence dans les écoles, la journée de deuil national indiquent l'alignement inconditionnel de l'État sur le grand allié, qui donne le sentiment que la répression accrue est l'effet d'une violence non ciblée, donc non fondée, donc illégitime (H).

Reprenant les manifestations de liesse à Naplouse, *le Figaro* indique que les gens criaient "*Allah est grand*", ce qui semble indiquer que pour ces jeunes gens, le conflit est bien aussi une guerre de religion. Si, aussitôt après les attentats, de multiples voix d'autorités musulmanes et de dirigeants arabes indiquent leur crainte d'un amalgame infondé, il est cependant possible, après le discours de G.Bush, de faire le lien entre " états islamistes " et " terroristes ", ce que montre la reprise du thème /bien vs mal/ par A.Sharon : "*le combat contre le terrorisme est une lutte internationale du monde libre contre les forces des ténèbres*" (M.13).

Cet " amalgame " est particulièrement net dans le recours à des formules-choc à la une des magazines : "*Les " islamistes " déclarent la guerre à l'Occident*", dans *l'Express*, "*Les nouveaux barbares*" dans *Marianne*, sans d'ailleurs que ces livraisons contiennent de dossiers susceptibles de fonder une telle généralisation, ni l'opposition entre /civilisation(occident) vs barbarie/.

Mais l'attention étant presque exclusivement centrée sur les USA et leur riposte, il faut attendre encore quelques jours pour que l'anniversaire des débuts de la seconde intifada permette une sorte de recadrage du conflit.

L'anniversaire donne lieu à un grand nombre d'articles, où la part des journalistes présents sur place donne un gage d'authenticité à l'ensemble du propos. Globalement, les journaux présentent un double cadrage, entre lesquels l'hésitation est explicite, mais qui autorisent des projections bien différentes, quoique tous soient d'accord sur le blocage du processus de paix.

D'un côté , un cadrage " pro-palestinien " qui rappelle les origines ponctuelles de l'intifada (provocation de Sharon), et les réactions disproportionnées de l'armée à l'égard d'une révolte née des frustrations du peuple palestinien ("*les colonies juives continuaient de pousser comme des champignons*") (F)). Ce cadrage, qui insiste sur l'escalade guerrière d'Israël, repose sur l'opposition entre le "peuple palestinien " et l'État d'Israël. Ce cadrage peut être relatif, pour les journaux qui, à l'instar du *Figaro*, tentent d'équilibrer les points de vue : "*les offres de Camp David n'étaient pas acceptables pour les Palestiniens*", ou encore "*les Palestiniens ont des raisons de*

ne pas voir la lumière”, mais cela n’aboutit qu’à voir les perspectives de paix à peu près ruinées.

Or c’est bien le refus du cadrage /peuple réprimé vs état répressif/ qui est mis en cause par l’autre lecture, celle que propose *Le Monde* par exemple, pour qui l’explosion populaire initiale a été très vite “ *militarisée* ” et “ *privatisée* ” ; il n’y a pas dans cet intifada “ un ”peuple, mais “ *une myriade de petites milices* ”. C’est pourquoi la figure centrale n’est plus celle de la **victime**, mais celle de **l’échec** de ce qui peut se définir comme stratégie (d’Arafat), tactique (des milices), plus généralement , action des Palestiniens. Et cela à cause de la “ *dérive* ” que représente le terrorisme ; Ainsi, les actions sont présentées sous une forme grammaticale négative (forme générique : “ *ne sont pas parvenus à* ”). En outre, les attentats sont totalement contre-productifs puisqu’ils donnent de “ *bons prétextes* ” à la répression. Enfin, la société palestinienne apparaît comme aussi morcelée que ses territoires, faute de (ou à cause de) la faiblesse du pouvoir dont l’affaiblissement est masqué par la “ *solidarité de devoir* ” de la population. Ce cadrage conduit évidemment à faire du 11 septembre et de la lutte contre le terrorisme le cœur du commentaire : les Palestiniens doivent désormais choisir le bon camp en abandonnant le terrorisme. Notons que ce cadrage permet une re-lecture des origines de l’intifada (la présence de Sharon le 28 septembre 2000 était une “ *visite* ”). L’Autorité palestinienne est mise en cause par le retour des “ *accusations récurrentes de corruption et d’inefficacité* ”. Un dernier point important pour comprendre l’évidente difficulté des journaux à rendre compte du conflit est la récurrence des articles portant sur les difficultés de la vie quotidienne des deux côtés que sépare la multiplication des barrages et des contrôles. C’est la perspective qu’avait choisi *La Croix* pour cet anniversaire.

De toute part, le processus de paix apparaît donc comme une impasse et seule une solution internationale semble alors susceptible de mettre un terme au conflit. Mais la scène internationale est tout entière mobilisée par les attentats et le quasi unanimité occidentale sur l’urgence de mettre un terme au terrorisme. La situation de la Palestine et de son gouvernement n’apparaît donc que très défavorable, car les attentats palestiniens ne sont plus lisibles comme des gestes désespérés, ou, plus généralement, comme la seule riposte du faible au fort, ils sont devenus globalement inacceptables.

Le 11 septembre marque donc bien une rupture majeure, repérable au fait que les oppositions lexicales sont en train de vaciller. Depuis un an, le cadrage lexical

reposait sur l'opposition entre /peuple palestinien/vs /État israélien/ ; les actions militaires opposaient /les combattants palestiniens/vs/l'armée israélienne/ (dans ces deux cas, l'opposition portait de fait sur celle des /civils/vs/soldats/ , et, comme on l'a vu, la disproportion des armes et des moyens faisait apparaître les Palestiniens comme faibles dans le conflit face au fort sous de multiples formes, notamment celle du /peuple/ contre /l'état répressif/, opposition légitimante du fait de l'histoire occidentale . Les termes plus marqués comme les /commandos/ apparaissaient, soit comme un groupe limité (/les commandos de la branche militaire du mouvement islamiste Hamas/) auquel on ne peut associer toute la population, soit en association avec des vocables fortement légitimants d'un point de vue national comme /résistants/, soit légitimants sous un point de vue idéologique comme /militants/ : dans ces deux cas, il y a un objectif susceptible d'être légitimement revendiqué. Un dernier vocable est plus flou, celui de /rebelle/ qui est employé comme résistance à Israël, ou à l'Autorité palestinienne ; mais on sait trop en France depuis la guerre d'Algérie à quel point ce vocable appartient au lexique de la propagande pour ne pas entraîner de disqualification immédiate. De ce fait, l'emploi, avant le 11 septembre, du vocable /terroriste/ n'était pas totalement délégitimant. Le terrorisme était certes indéfendable, mais compréhensible parce que les médias français n'associaient pas l'acte terroriste, présenté comme individuel et désespéré, à une stratégie de l'Autorité palestinienne (pas de continuité lisible avec les années 70 et l'attentat aux J.O. de Munich par exemple). Donc le vocable « terroriste », accolé à palestinien pouvait sembler une façon de dénier le rôle de « combattant », réservé au “ soldat ” israélien, opposition d'ailleurs fondée sur l'organisation d'un appareil militaire puissant vs des initiatives apparemment non coordonnées, et sans grands moyens.

Or le 11 septembre interdit tout à fait la poursuite de ces oppositions, parce que le “ terroriste ” n'a plus de légitimité dans l'opinion, ce qui ne fera que s'accroître dans les mois suivants.

Il ne fait de doute pour personne, quelques jours plus tard, au moment où se prépare la rencontre prévue entre S.Pérès et Y.Arafat, que l'opposition de A.Sharon à cette rencontre vient de ce que le 11 septembre a changé la donne en permettant d'assimiler définitivement l'attitude palestinienne au “ terrorisme ” unanimement condamné. Ainsi, le 17, *Libération* cite Sharon : “ Arafat joue pleinement la carte du terrorisme et ne prend aucune mesure pour l'empêcher ” ; “ une telle rencontre

donnerait une légitimité à Arafat et lui permettrait de poursuivre le terrorisme sans que nous puissions agir contre lui”.

En outre, le 11 septembre produit une collusion entre le caractère confessionnel et le caractère ethnique du conflit. Si le Hamas, auparavant, est seul à être continûment caractérisé comme “ *islamique*”, il n’y a pas d’assimilation entre le mouvement palestinien, identifié à coup sûr comme “ *arabe*”, et un quelconque ensemble “ *islamique*”. C’est le terrorisme d’Al Qaida, où la haine, revendiquée, des USA, va de pair avec la revendication religieuse (profanation des lieux saints par les USA en Arabie Saoudite, par exemple). Du coup, la revendication “ nationale ” d’un État palestinien est susceptible d’être parasitée par le fantasme d’une guerre de religion, et d’autant plus que la revendication de l’autorité sur toute la Palestine par A.Sharon se fonde explicitement sur le caractère “ sacré ” de ce territoire, comme le montre la poursuite incessante de l’implantation des colonies en 2002 et sa justification par Israël.

L’année 2002, dont l’analyse excède les limites de cet article, est marquée par l’emblématique « guerre » (contre le terrorisme) qui sert de cadre explicatif majeur à la suite de l’Intifada. Lorsque, par exemple, le 31 mars, A.Sharon annonce *une « guerre sans compromis »* contre le « *terrorisme dirigé par Yasser Arafat* », *Le Monde* titre « *Bush soutient la guerre de Sharon* » (souligné par nous). L’« occupation » a été remplacée par « la guerre ».

Le cycle /attentats-répression/ s’est installé avec une acmé au début du printemps. De cette guerre incessante, on retiendra surtout ce pic qui commence au matin du 29 mars, 2 jours après un attentat palestinien à Netanya (21 morts) : les forces israéliennes réoccupent entièrement Ramallah et ouvrent le feu sur le QG de Y.Arafat. Les médias reprennent le propos d’A.Sharon selon qui Israël « *considère Arafat, qui est à la tête d’une organisations terroriste, comme un ennemi* ». Le vocabulaire désormais ne changera guère : Ramallah est la « *capitale de la terreur* » (Ben Eliezer, ministre de la défense), le discours de Sharon est une « *déclaration de guerre* », et Arafat, considéré comme « *ennemi* » (« *ils veulent me tuer* » dit alors Arafat) se dit prêt à « *mourir en martyr* ». L’opposition sémantique est maximale , et se renforce les jours suivants. Le 31 mars, pour Sharon, soutenu par Bush (« *je comprends parfaitement le besoin pour Israël de se défendre et je le respecte* ») Arafat est « *l’ennemi du monde libre* ». L’extrême violence qui s’ensuit, et qui culmine à Jenine, produit en écho toute une série d’actes antisémites en

France (incendie de 2 synagogues, le 2 avril, à Marseille et Lyon) qui font la une des journaux, et la matière de nombre d'éditoriaux, en même temps que les appels à la paix se multiplient avec, en particulier, la résolution 1403 du conseil de sécurité de l'Onu, adoptée le 4 avril, demandant le retrait des troupes de Cisjordanie, résolution appuyée le même jour par G.Bush. Devant le refus de Sharon de s'incliner (« *négozier avant que la terreur ne soit contenue ne pourrait qu'entraîner sa poursuite* ») et la poursuite de l'opération Mur de protection à Naplouse et Hébron, les médias soulignent le « *défi* » de Sharon aux USA, qui provoque une réprobation générale des combats de Jénine, du 7 au 12 avril, alors même que Colin Powell est chargé d'une mission de paix .

« *Massacre* » selon les palestiniens, « *combats acharnés* » pour Israël (23 soldats israéliens et « plusieurs centaines » de palestiniens selon le général Ron Kitrey), la polémique dure plusieurs jours, stimulée par le refus d'Israël d'une commission d'enquête internationale. A peu près en même temps, un groupe de 200 palestiniens s'était, à l'arrivée des blindés israéliens, réfugié dans un couvent qui jouxte la basilique de la Nativité, à Bethléem ; qui sont-ils ? on ne sait pas exactement. Il y a des civils, des jeunes armés et, « *peut-être* », des militants du Fatah et du Hamas. La présence de civils assiégés, et affamés, dans ce lieu hautement symbolique confirme le fait qu'Israël considère tout le peuple palestinien comme terroriste, et c'est bien la question du terrorisme qui focalise désormais l'attention des médias, comme en témoigne cet éditorial du Monde, intitulé « *Islam et terrorisme* » le 19 avril : « (l'arme terroriste) *n'en est pas moins ignoble, inacceptable, écoeurante de folie et de lâcheté criminelles. Au nom de la solidarité avec les palestiniens (...) les autorités de l'Islam et les intellectuels du monde arabe devraient être les premiers à dénoncer les attentats suicides. Pour le malheur des Palestiniens, c'est le contraire qui est en train de se passer* ».

L'amalgame du terrorisme et de l'Islam est en effet stimulé par des déclarations largement reprises, comme du cheikh Mohammed Tantawi, de l'université Al-Ashar, traduite par le New York Times, pour qui ces attentats suicides *sont « la forme la plus haute de la guerre sainte »*. Et nous devons souligner ici l'attitude des radios communautaires. Si l'opposition entre l' « *agresseur israélien* » et le « *terrorisme palestinien* » est bien alors la ligne d'opposition claire entre ces radios communautaires juives et arabo-musulmanes, il faut souligner l'insistance de ces radios à dépassionner l'antagonisme, et, il faut le dire, la peur des auditeurs des

deux communautés ; en témoignent l'insistance de Radio-Shalom sur son sous titre « La voix de la paix », ou la réserve de Radio-Orient (« nous ne voulons pas tomber dans le piège du militantisme »), ou encore le très emblématique duplex, à Lyon, entre Radio-Salam et Radio Judaïca, le 19 avril, sur le thème « une montée de l'antisémitisme dans les banlieues, fantasme ou réalité ? ».

Le 10 mai, après plus de cinq semaines de couvre feu, l'armée israélienne se retirait de Bethléem, dernière ville de Cisjordanie encore totalement occupée, tandis que les assiégés de la Nativité rentraient chez eux, ou étaient transférés à Gaza (26) ou encore à Chypre (les 13 « dangereux » selon Israël).

La reprise du processus de paix était alors saluée, les médias insistant sur l'« autocritique » de Y.Arafat (sorti de son QG le 2 mai), le 15 mai, qui présageait la « guerre de succession » au sein de l'OLP.

On peut donc résumer ainsi l'attitude des médias pendant les 6 premiers mois de la seconde année. A l'exception, notable, de *l'Humanité* qui s'en tient à la condamnation de l'agression israélienne et à la colonisation des territoires, l'immense majorité des médias montre une réprobation claire et de plus en plus nette des attentats, à la fois parce qu'ils font des victimes innocentes, parce qu'ils entretiennent une angoisse génératrice de représailles, et parce qu'ils ruinent les efforts de la diplomatie. Parallèlement, la violence, une fois de plus disproportionnée, de l'armée israélienne, est dénoncée, parce qu'elle fait le malheur du peuple palestinien, parce qu'elle interdit à Yasser Arafat, isolé, d'exercer l'autorité qu'on exige de lui, parce qu'elle rend insupportable la situation de la population civile, notamment à Jénine et Bethléem. Mais les médias ne parviennent toujours pas à rendre compte de la complexité de la situation (sans laquelle la violence des combats de Jénine est incompréhensible), préférant condamner nettement l'interdit fait alors aux journalistes de circuler normalement. L'absence de « liberté » de l'information est dénoncée parce qu'elle autorise toutes les rumeurs, et laisse supposer l'existence d'atrocités que dément Israël.

Autre signe de complexité, la dispersion des attentats, à l'image du morcellement du territoire, qui renforce la peur de la population juive ; mais les médias ne parviennent pas à dire la profonde interpénétration des deux populations, d'où l'échec annoncé de tout « rempart » de protection. La violence des combats et l'impasse apparente de la répression (les attentats continuent) incitent à questionner les dissensions dans la communauté juive de France, comme si on pouvait y lire les prémices d'un

règlement introuvable, qui fait l'objet de multiples « opinions » ou « débats » dans les pages ouvertes aux non-journalistes .

Au fond, la principale difficulté que les médias rencontrent dans ce conflit, est une sorte d'impasse narrative. Sauf à maintenir une grille interprétative très simplifiante (agresseurs vs victimes), il est impossible de construire des rôles actanciels clairs, et les figures semblent sans cesse brouillées : ainsi de l'attitude de la population, mais aussi des auteurs des attentats (fanatisme religieux ou résistance ?), et, bien entendu, des responsables politiques (sincérité d'Arafat ? Objectifs réels de Sharon ?). Et ainsi de suite. La présence de « terroristes » supposés au milieu des civils brouille l'image de l'asile franciscain de Bethléem, les contradictions des témoignages celle du « massacre » de Jénine. Il est alors plus facile de dénoncer l'effort de propagande, de part et d'autre, parce que la poursuite des attentats terroristes après le 11 septembre a disqualifié dans l'opinion la résistance palestinienne, comme elle a fini de sceller l'alliance entre Israël et les USA.